

## **Expression de la Conférence des Régions sur la situation financière et ses implications**

Les Régions EELV ont pris connaissance du résultat des élections législatives et du niveau des adhésions enregistrées à mi-année. La conférence des Régions est particulièrement préoccupée par les conséquences financières, sociales et politiques qui en résultent.

La Conférence des régions tient avant tout à rappeler que les Régions ont tenu les engagements pris pour permettre cette séquence électorale. Elles ont fourni un grand travail de mobilisation afin de présenter des candidatures dans toutes les circonscriptions métropolitaines ou presque. Ce sont 455 candidat-es qu'EELV a pu ainsi présenter.

Elles ont respecté le contrat de mutualisation convenu avec le secrétariat national. Elles ont financé la quasi-intégralité des comptes de campagne (hors R39) en mobilisant leur trésorerie disponible même pour des circonscriptions où il n'y aura pas de remboursement (-5%) afin de permettre à chacun-e de meilleures conditions de campagne. Ce travail permet à nouveau à EELV de bénéficier du financement public pour la période à venir.

La conférence des Régions souhaite également rappeler l'engagement constant des régions aux côtés du secrétariat national dans les périodes financièrement difficiles. Cet engagement a conduit le secrétariat national à contracter une dette cumulée qui a atteint 2,3 millions d'euros fin 2016 à leur égard. Si cette dette ne s'est pas creusée ces deux dernières années, c'est parce que les régions ont accepté de surseoir au remboursement planifié. Remboursement planifié dans le cadre de mise en œuvre tardive de plans d'économies et d'engagements de bonne gestion par le national.

Les Régions EELV connaissent elles-mêmes des difficultés et, même si quelques régions ont été épargnées, elles sont sorties très affaiblies des élections municipales 2014 et des régionales de fin 2015 qui ont vu la perte de plus de 200 élu-es au conseil régional, et de plus de 1000 élu-es au niveau municipal, privant les régions en moyenne du tiers de leurs ressources. Elles subissent également de plein fouet les départs d'élu-es, et pâtissent financièrement de la baisse du nombre d'adhérent-es continue depuis 3 ans.

Jusqu'à ce jour, elles ont pu procéder aux ajustements nécessaires à l'adaptation de leur niveau de dépenses à la baisse de leurs recettes. Prendre ses responsabilités n'est pas toujours évident et demande parfois des décisions difficiles mais les régions n'ont jamais fermé les yeux sur ces situations. Cela a conduit à une baisse très sensible du nombre de salarié-es et, parfois, à des licenciements pour cause économique (13 au total). Elles ont également dû renoncer à des locaux en location ou vendre des locaux dont elles étaient propriétaires. Cela a semblé passer inaperçu.

A la sortie des élections législatives de 2012, un accord pluri-annuel avait été mis en place entre les régions et le secrétariat national. Celui-ci prévoyait, pendant la période 2013/2017, un remboursement des 2/3 des dettes du secrétariat national aux régions. A l'heure du bilan de réalisation de cet accord, nous sommes contraint-e-s de constater que celui-ci n'a pas été respecté.

Nous souhaitons réaffirmer la complète indépendance financière de chaque région vis à vis de la structure nationale du parti telle qu'elle est inscrite dans nos statuts et notre règlement intérieur.

Un bilan sans concession doit être dressé du non respect partiel de l'accord 2013-2017 de la part du secrétariat national qui a privé les régions d'environ 1 M€ de ressources correspondant au remboursement de dettes promis, mais qu'elles n'ont jamais perçu.

Ce bilan est nécessaire avant d'engager des discussions sur un nouvel accord de répartition du financement public pour la période 2018-2022.

Pour ce faire, il est nécessaire que le secrétariat national, c'est-à-dire le bureau exécutif soutenu par le conseil fédéral, assume ses responsabilités et prenne les mesures nécessaires à ses propres équilibres financiers comme les régions ont su le faire au sortir des municipales 2014 et des régionales 2015.

Aujourd'hui nous voyons pointer avec inquiétude la tentation de faire supporter aux régions EELV les difficultés nouvelles que rencontre le parti.

C'est collectivement, mais chacun-e assumant ses responsabilités, que nous saurons faire vivre, toutes et tous ensemble, le fédéralisme et la solidarité auxquels nous sommes collectivement attaché-es et qui est la colonne vertébrale de notre mouvement.